

Nouveau bras de fer entre les médias et le pouvoir burundais

RFI, 30 août 2012 Les médias du Burundi protestent contre un projet de loi sur la presse Un nouveau bras de fer est engagé entre les médias et le pouvoir burundais. Mercredi 29 août, six stations privées et deux publiques, dont la radio nationale, ont organisé une synergie des médias en émettant le même signal et en faisant les mêmes journaux et débats pendant 12 heures, pour protester contre un projet de loi sur la presse qualifié de « libéricide », concocté par le gouvernement et envoyé récemment pour adoption au Parlement dans le plus grand secret. Notre correspondant s'est rendu à l'état-major de la contestation, qui était basé dans un studio de la Maison de la presse. La mobilisation a débuté à 8 heures tapantes par le discours inaugural de la synergie des médias et qui signifie depuis longtemps pour de nombreux Burundais que l'heure est grave.

La population, la société civile, les églises, et même des partis membres de la coalition gouvernementale, tous ont apporté leur soutien à des journalistes burundais qui ont laissé libre cours à leur frustration et à leur colère dans un éditorial aux accents enflammés, évoquant « une loi scélératesse ». Dans un des débats, le secrétaire général du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, a tenté de justifier son projet de loi sur la presse : « Lorsque le gouvernement a initié ce texte, c'était suite à des consultations qui avaient tenu en compte les préoccupations des usagers des médias, mais aussi dans le souci de mettre des balises suffisantes contre les dérives que l'on observe ici et là. » Mais il n'est pas parvenu à convaincre des journalistes burundais qui accusent le pouvoir de chercher à museler la presse qui ne cesse de dénoncer les affaires de corruption et autres exécutons extrajudiciaires qui se sont multipliées dans ce pays. « C'est une mort imminente pour les médias et le journalisme au Burundi », témoigne l'un d'entre eux. Ces journalistes appellent donc les députés burundais à rejeter un texte qui va tuer, selon eux, la jeune démocratie burundaise.